



La « dictature » des marchés financiers : un trompe-l'œil médiatique

Social-démocratie, *think tanks* et communication politique

Par Geoffrey Geuens, chargé de cours à l'Université de Liège



Pour la très grande majorité des leaders sociaux-démocrates, la crise financière serait avant tout l'expression des excès d'un système devenu « fou » et d'une idéologie néo-libérale relayée par la « droite » et les « banquiers ». Cette représentation singulière de la crise – laquelle relève à la fois d'une stratégie de confinement et de moralisation du débat – n'est pas incompatible, bien au contraire, avec un discours en appelant à la « responsabilité » du monde syndical et à la « rigueur » budgétaire. De la dénonciation des marchés financiers à la pédagogie de l'austérité, il n'y a parfois qu'un pas, franchi par certains intellectuels et politiques français rattachés à la « troisième voie » sociale-libérale. Une analyse détaillée des positions occupées dans le champ du pouvoir par ces personnalités « progressistes », situées à la croisée de la haute fonction publique et de la haute finance, aboutit à un triple constat :

- 1^o celui de l'influence grandissante d'une poignée de *think tanks*, ou de laboratoires d'idées, chargés de la refonte idéologique de la social-démocratie ;
- 2^o celui du renforcement des liens entre médias et responsables politiques à l'heure de la communication de crise ;
- 3^o celui de la reconversion de personnalités socialistes passées dans les rangs de l'oligarchie industrielle et financière¹.

Figure imposée de la communication de crise, la dénonciation des marchés financiers dérégulés fut notamment au cœur des préoccupations de l'Université d'automne 2009 des Gracques. Groupe informel d'ex-hauts fonctionnaires français, les Gracques firent parler d'eux lors de l'élection présidentielle de 2007, quand plusieurs hauts dirigeants issus des rangs du Parti socialiste (PS) signèrent, sous ce nom collectif et dans la presse, un appel en faveur de l'alliance de leur parti avec l'Union pour la Démocratie française (UDF). On retrouvait à l'époque, au rang des partisans du rap-

¹ Sur ce point, on lira Geoffrey Geuens, *La finance imaginaire*, Bruxelles, Editions Aden, 2011. Plus d'information [ici](#).

prochement avec les centristes : Denis Olivennes, ancien conseiller du Premier ministre Bérégovoy, nommé début 2011 à la tête du Pôle Informations de Lagardère, après avoir dirigé la FNAC et *Le Nouvel Observateur* ; Roger Godino, ex-conseiller de Rocard à Matignon et actionnaire de *Libération* ; Matthieu Pigasse, passé du cabinet de Laurent Fabius à la banque d'affaires Lazard et ce, avant de racheter *Les Inrocks* et *Le Monde* ; Ariane Obolensky, directrice générale de la Fédération bancaire française et ancienne du cabinet Rocard ; Guillaume Hannezo, passé par l'Elysée – à l'époque de Mitterrand – avant de devenir associé gérant chez Rothschild & Cie et administrateur de *Libération* ; François Villeroy de Galhau, ex-directeur de cabinet de Dominique Strauss-Kahn à Bercy et actuel président du conseil de surveillance de Fortis Banque France ; Gilles de Margerie, ancien conseiller du Premier ministre Rocard devenu directeur du pôle *private banking* au Crédit agricole ; ou encore Jean-Pierre Jouyet. Ce dernier fut, quant à lui, successivement directeur de cabinet du président de la Commission européenne Jacques Delors, directeur adjoint du cabinet du Premier ministre Jospin, directeur du Trésor français, président de la banque Barclays France, secrétaire d'État aux Affaires européennes des gouvernements Fillon I et II, et président de l'Autorité des marchés financiers (2008-).

Autour de ce premier cercle de banquiers socialistes, les Gracques s'élargirent ensuite à des intellectuels dominants, artistes et militants associatifs désireux d'apporter leur contribution à la « modernisation » de la gauche et du centre gauche dans l'Hexagone sur le modèle de la « troisième voie » blairiste. Forts de leurs positions dans le monde des médias (*Libération*, *Le Nouvel Observateur*, *Le Monde*, *Les Inrocks*, etc.), certains jeunes loups du capitalisme à la française sont, désormais, en mesure de faire coup double : dénoncer, à longueur de chroniques et de cartes blanches dans la presse, les « excès » de la finance, tout en bénéficiant des profits symboliques et matériels associés à leur statut de dirigeants de la haute banque. En janvier 2011, l'économiste Daniel Cohen, par exemple, put ainsi prêcher la bonne parole régulationniste dans l'émission « Fric, Krach et gueule de bois » diffusée sur France 2, à l'appui de poncifs sur les traders fous, l'aveuglement néo-libéral et la droite de Reagan et Thatcher, sans que Pierre Ardit, animateur de la soirée, ne juge bon de préciser que l'éditorialiste au *Monde* travaillait également pour la banque d'affaires Lazard et siégeait au groupe de réflexion « À Gauche, en Europe ».

Think tank social-libéral fondé en 2003 par Michel Rocard, Dominique Strauss-Kahn et Pierre Moscovici – coordinateur de la campagne de François Hollande et vice-président du lobby « Le cercle de l'industrie », dirigé par le PDG de Thales (Denis Ranque) – cette boîte à idées s'est dotée d'un conseil d'orientation où siègent plusieurs personnalités liées à l'Internationale socialiste tels que l'Espagnol Josep Borrell, ancien président du Parlement européen et ministre des Travaux publics et de l'Environnement, devenu administrateur du conglomérat privé Abengoa, actif dans les énergies renouvelables, la construction et les télécoms ; le Premier ministre Poul Nyrup Rasmussen, dont le gouvernement est entré dans l'histoire du Danemark pour avoir réalisé un important programme de privatisations ; ainsi que le Turc Kemal Dervis, ex vice-président de la Banque mondiale et ministre de l'Économie, aujourd'hui membre des comités globaux (« *international advisory board* ») des firmes Abengoa et Akbank. Précisons que la première banque privée de Turquie – contrôlée par la famille Sabancı – dispose de prestigieux conseillers internationaux en la personne de Winfried Bischoff (ex-président du trust Citigroup) ; Rodrigo de Rato, ancien directeur général du Fonds monétaire international (FMI) et ministre espagnol des Finances (Parti populaire) ; et l'économiste français Jean Pisani-Ferry, directeur du *think tank* bruxellois Bruegel et ex-conseiller de Strauss-Kahn à Bercy.

Bénéficiant des réseaux du Parti socialiste européen (PSE), de l'Internationale socialiste et du Global Progressive Forum, les Gracques débattirent donc, à l'automne 2009, des mesures à prendre pour moraliser le capitalisme et réguler la finance. Après tout, blairistes, strauss-kahniens et rocardiens sont capables de faire preuve de zèle lorsqu'il convient de siéger dans les conseils de *surveillance* des oligopoles financiers privés. PDG de PAI Partners – n°1 français du *private equity* – et administrateur de *Libération*, le fabiusien Lionel Zinsou affirma, lors de l'Université des Gracques, vouloir éviter les excès d'un système sans devoir, pour autant, « brider l'approfondissement de la financiarisation »² ; Jacques Attali accusant, lui, « l'individualisme poussé à l'extrême [qui] plonge l'humanité dans la barbarie », tout en mettant en garde certains contre « l'altruisme qui caractérise la pensée de gauche [et] connaît le risque de l'angélisme ».

À mieux y regarder, les dirigeants de la gauche sociale-libérale – amenés à gouverner la France en cas de victoire à la prochaine présidentielle – ont pratiquement fait table rase des valeurs qui permettaient, jadis, de distinguer gauche et droite de pouvoir. Le manifeste des Gracques intitulé « Une société plus juste », publié dans *Le Monde* et *La*

² Tous les extraits qui suivent sont repris du site internet des Gracques : <http://www.lesgracques.fr/>.

Repubblica, constitue à cet égard un tour de passe-passe ; chaque proposition sociale se voyant immédiatement contrebalancée par une affirmation que ne renierait pas un représentant patronal. Après avoir ainsi rappelé que « la gauche est la force de ceux qui sont sans force, la voix de ceux qui sont sans voix », le texte enchaîne en précisant que cette même gauche doit affirmer « clairement que l'économie de marché est une bonne chose », que la « mondialisation est un progrès » et qu'il faut « être favorable aux entrepreneurs. » La priorité n'est plus – on l'aura compris – de « défendre chaque emploi, mais de sécuriser chaque travailleur en lui permettant d'accéder à un emploi, d'en changer s'il le veut, et de ne pas avoir à redouter d'en changer s'il le doit. »

Équité, flexisécurité, marché : voilà donc, en première analyse, les mots d'ordre des penseurs de la gauche « moderne » et « réaliste », celle qui croit « en la pédagogie du changement, dans le long travail d'explication, soumis à l'exigence de rigueur et de vérité, qui permet finalement d'entraîner l'adhésion. » Quant à la gauche archaïque, celle qui « réglémentait, nationalisait, taxait et dépensait », elle n'aurait à présent plus le moindre sens.

Le discours sur le capitalisme débridé et dérégulé – aussi virulent qu'il puisse paraître – est en quelque sorte, et pour citer un dicton populaire, « l'arbre qui cache la forêt » : le capitalisme, c'est « oui » mais pas sans morale ; les profits privés, c'est « oui » mais pas excessifs ; l'économie de marché « oui », la société de marché « non », etc. Il s'agit somme toute de séparer le bon grain de l'ivraie ou, plus justement, de préserver le système de ses propres vices. Quant à l'ex-directeur du FMI, Dominique Strauss-Kahn, il l'affirmera sans détour : il n'est pas question d'« imposer des limites »³ aux groupes financiers et, serait-on tenté de rajouter, d'édifier des limites au pouvoir de la finance que ses collègues sociaux-démocrates – comme conservateurs et néo-libéraux – ont mis tant d'acharnement à déconstruire, dix ans auparavant.



³ Interview de Dominique Strauss-Kahn par Alexandrine Bouilhet, Gaëtan de Capèle, Jean-Pierre Robin et Yves Thréard, « Il faut revoir notre modèle de croissance », *Le Figaro*, 24 novembre 2009.